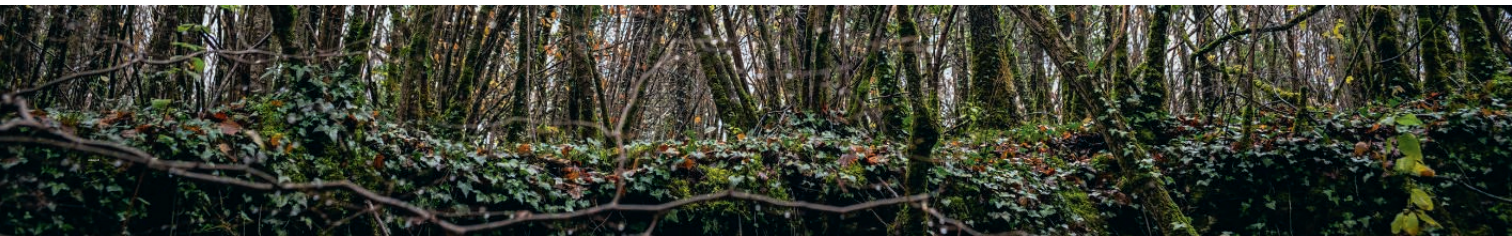




Aux arbres, citoyens!

Acheter des forêts pour les protéger de la sylviculture intensive... L'idée séduit de plus en plus de particuliers, qui rejoignent des Groupements forestiers citoyens et écologiques. En Dordogne, l'un des départements les plus boisés de France, nous avons rencontré certains de ces propriétaires engagés, parfois devenus exploitants.

PAR AURÉLIE SIPOS, PHOTOS YOHAN BONNET, EN DORDOGNE.





Virginie (à g.) et Margaux (à dr.), les gérantes de « Troncs communs », groupement forestier citoyen et écologique créé en mars 2023, arpentent le sous-bois de la Tour-Blanche, en Dordogne, dont elles sont copropriétaires, notamment avec Vincent (au centre).

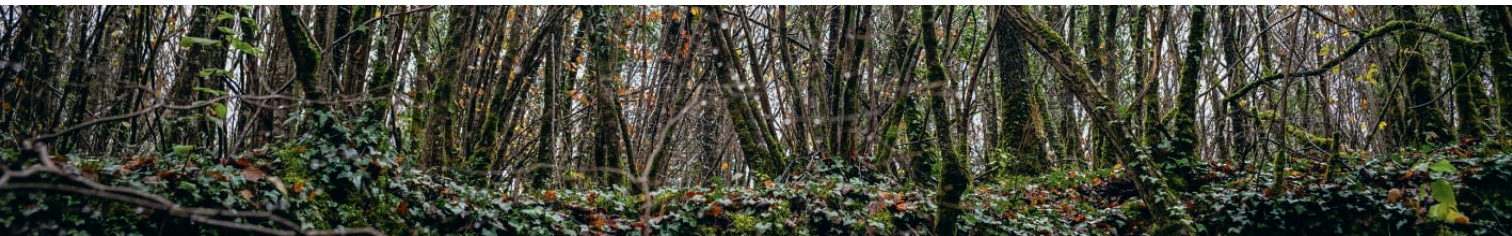
Au bord d'une route de campagne, un petit chemin monte entre les arbres. Là-haut, des branches couvertes de mousse tapissent le sol d'un manteau vert pomme. Sous les semelles des bottes de pluie, certaines cèdent bruyamment. Tombées depuis quelques semaines, voire quelques mois, elles offrent, en se décomposant, un repas de choix aux champignons. Plus loin, un tronc mort est le précieux refuge d'insectes. Ici, pas de sentier bien tracé, mais un joyeux bazar végétal qui émerveille les promeneurs du jour dans ce sous-bois de la Tour-Blanche, au cœur du Périgord Vert. « Je suis tombée amou-

reuse de ce lot », lâche Margaux, le regard perdu sur les arbres au feuillage un peu dégarni de décembre, qui ne retient pas les gouttes crachées en continu par le ciel. La trentenaire, cachée sous un épais bonnet, n'est pas une simple marcheuse. Avec Virginie, imperméable assorti à sa chevelure rougeoyante, elle est cogérante du Groupement forestier citoyen et écologique (GFCE) « Troncs communs », qui s'est porté acquéreur de cette futaie humide de 2,2 hectares. Derrière cette société civile, 59 associés, de 18 à 80 ans. Des « M. et M^{me} Tout-le-Monde », artisan, biologiste ou assistante sociale, qui ont investi dans la même cause. Tous veulent protéger de la sylviculture intensive et des coupes rases ce

petit paradis vert. Né en 2003 dans le Morvan, à l'initiative de particuliers passionnés, le mouvement des GFCE a pris de l'ampleur, et essaimé en France, qui en compte aujourd'hui plus de 20.

« On s'est dit qu'il n'y aurait bientôt plus de forêt »

Sorti de terre le 23 mars 2023, Troncs communs est l'un des petits derniers du territoire, et déjà le cinquième en Dordogne. Dans ce département, le troisième le plus boisé de France, le rugissement des machines de l'exploitation forestière – pour le chauffage ou la construction – trouble souvent le calme ambiant. Elles laissent de vastes trouées, comme à Saint-Pierre-de-Frugie,



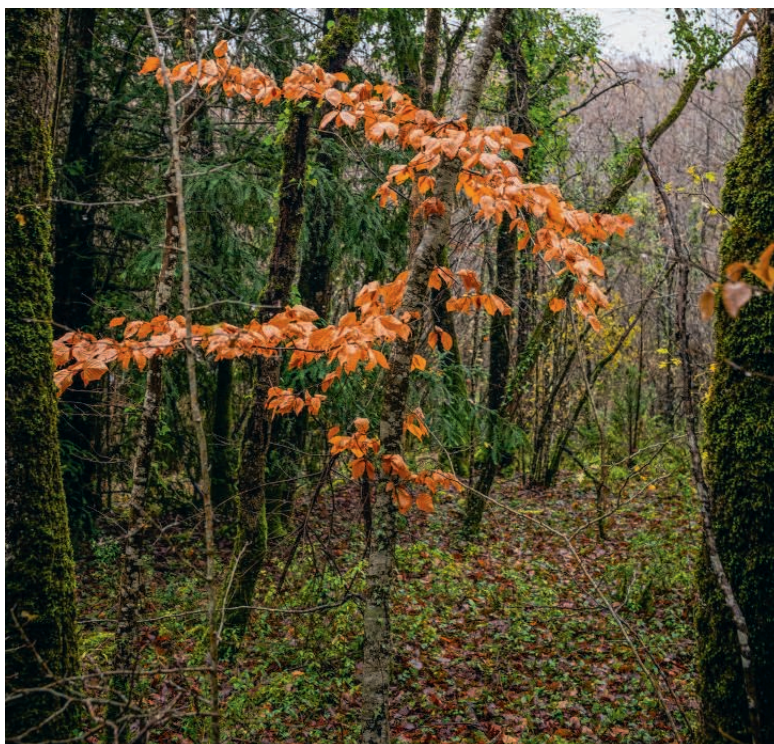


Au printemps 2023, un piège photo a immortalisé une loutre près du Boulou, un ruisseau. Le GFCE Troncs communs achète des parcelles de cette petite vallée pour la préserver d'acquéreurs peu soucieux de l'environnement.

dans le nord du département. Mi-octobre, 16 hectares de bois, surtout des châtaigniers et quelques bouleaux, sont tombés sous les abatteuses. « Certains exploitants affirment que leurs plantations sont malades, ce qui leur permet de bénéficier de subventions pour les coupes. Or, souvent, elles sont parfaitement saines », dénonce Virginie, cogérante de Troncs communs. Devant ces paysages défigurés, son cœur, comme celui de ses amis, se serre. « On était plusieurs à regarder les arbres tomber autour de nous, et on s'est dit que, à ce rythme-là, il n'y aurait bientôt plus de forêt », confie Vincent, artisan dans le bâtiment, fines lunettes sur le nez, associé du GFCE.

Diversifier les essences pour favoriser la biodiversité

Pourtant, sans elle, c'est tout l'écosystème de cette petite vallée du Boulou – classée Zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique par les pouvoirs publics –, confrontée à un stress hydrique de plus en plus criant, qui peut disparaître. « Car, sans arbres, il n'y a pas d'eau potable. Lorsque la pluie tombe, elle passe par la mousse et les feuilles, qui jouent un rôle de purification crucial avant l'arrivée dans les nappes phréatiques », rappelle Margaux, qui est biologiste. Lorsqu'elle est située près d'un ruisseau, la forêt, grâce à son humidité, peut aussi éviter l'assèchement du cours d'eau. La futaie est également un puissant puits de carbone. Selon l'Office national des forêts, elle absorbe 50 millions de tonnes de CO₂ par an. Sur les terres dégarnies, des



« ON PRÉLÈVE DU BOIS CORRECTEMENT, ON EXPLOITE LA FORÊT DE FAÇON DURABLE, TOUT EN ÉTANT RENTABLE »

Emmanuel Repérant, cofondateur et cogérant du GFCE Lu Picatau, en Dordogne

arbres seront bien replantés à certains endroits. « La Dordogne n'a jamais été autant boisée, la surface forestière a doublé en cent cinquante ans », peut-on même lire sur le site officiel du département. Mais, comme partout en France, ce sont surtout des pins maritimes ou sylvestres qui sont choisis en lieu et place des précédentes essences. Ces résineux, à croissance rapide, sont plus faciles à exploiter et plus rentables. Alors les forêts de feuillus de la région reculent devant une sylviculture uniformisée de pins, défavorable à la biodiversité et au développement durable. À la Tour-Blanche, Vincent, l'artisan associé de Troncs communs, fait l'inventaire de sa parcelle où se dressent ifs, acacias, charmes et frênes. « Il y a aussi deux hêtres multisentennaires. Ce sont des miraculés », souffle-t-il. Non loin de là, une loutre a même été détectée par un piège photo.

Pour protéger ce petit coin de paradis, dans un département où seulement 1 % des bois sont publics, la seule solution est de devenir à son tour propriétaire via un groupement forestier. Une société civile qui permet « la constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation ou la gestion d'un ou plusieurs massifs forestiers, ainsi que l'acquisition de bois et forêts », selon la définition officielle. Traditionnellement, ses membres achètent des parts du capital, et reçoivent, en échange de leur investissement, des revenus issus de la vente du bois. Un placement ancien qui séduit en France, notamment parce qu'il offre une réduction d'impôt. Mais les protecteurs de la forêt ont ajouté deux mots à leur nom, qui font toute la différence : « écologiques et citoyens ». Contrairement aux usages des groupements classiques, pas question de raser des massifs tous les dix ans. « Cela revient

à faire le boulot de l'État : on sécurise des terres qu'on va protéger », résume Florence, future associée. Engagée dans divers projets, la jeune femme n'avait pas les ressources financières pour acheter une part du capital, dont le prix est fixé à 100 euros. Mais, grâce à un bout de terrain arboré qu'elle va céder, elle sera bientôt une copropriétaire de Troncs communs comme les autres. Un don en nature qui permet au GFCE d'acquérir plus facilement de nouvelles forêts, dont les ventes passent rarement par les annonces immobilières. « Les transactions se font principalement grâce aux relations et au bouche-à-oreille. Souvent, ce sont les chasseurs qui ont connaissance des parcelles à vendre », pointe Virginie. La composition du réseau français ne facilite pas les choses : 75 % de la forêt sont aujourd'hui aux mains de 3,5 millions de propriétaires privés, dont la grande majorité détient de toutes petites parcelles. Le prix de l'hectare, lui, est en moyenne de 4 500 euros, et peut grimper jusqu'à 10 000 euros en Normandie, où les forêts sont peu nombreuses. Il y a quelques semaines, le téléphone de Virginie a sonné. Deux sœurs qui venaient d'hériter d'un bout de forêt voulaient le vendre au GFCE, soucieuses de faire évoluer ce legs dans de bonnes conditions. De quoi faire grandir le pactole vert du groupement, qui possédera bientôt 13 hectares.

« Le groupement attire les compétences »

À quelques kilomètres de la Tour-Blanche, à Piégut-Pluviers, Emmanuel Repérant, lui, foule régulièrement ses terres. Quelque 71 hectares de bois, répartis sur 14 communes, achetés avec le groupement Lu Picatau (« le pic », en occitan), dont il est le cofondateur et cogérant, de manière totalement bénévole. Mais c'est chez lui, au coin du feu, qu'il nous reçoit, à l'abri de la pluie battante. Dans le poêle, son propre bois crépite et réchauffe le salon aux longues poutres apparentes. Au gré des acquisitions, ce père de deux enfants, infographiste dans le milieu du dessin animé, boucle à l'oreille et large sourire, s'est formé aux rudiments de



Emmanuel (à g.), infographiste et père de deux enfants, est le cofondateur et cogérant bénévole du GFCE Lu Picatau, qui détient 71 hectares de bois, répartis sur 14 communes. Comme Étienne (à dr.), l'un des copropriétaires du groupement, il a appris peu à peu à gérer au mieux leurs parcelles.

la sylviculture. « Tout dépend de ce que l'on veut faire. On peut être simplement propriétaire : on achète, et on laisse la forêt en libre évolution, on fait juste quelques coupes de temps en temps pour sécuriser, et des sorties en forêt de loisir, ouvertes au public. C'est assez basique. Pour ça, on n'a pas besoin de compétences particulières. On peut aussi faire comme nous : on exploite la forêt de façon durable, on prélève du bois correctement, tout en étant rentable, pour racheter ensuite d'autres parcelles », plaide Emmanuel.

Pour y arriver, dès que le groupement acquiert une parcelle, après avoir consulté un technicien forestier, les associés évaluent son intérêt écologique et retirent des espèces exotiques envahissantes, comme le chêne américain, qui menace la biodiversité locale. « On regarde s'il faut réaliser des interventions, comme des éclaircies, ou remanier un peu la parcelle », précise Emmanuel. Comme tous les groupements, Lu Picatau suit les principes édictés par Pro Silva, une association de forestiers. « Lorsque l'on choisit de mettre en place une sylviculture douce, on prélève seulement 20 % des arbres tous les cinq à huit ans, afin de ne modifier ni l'hygrométrie, ni la lumière, ni les températures »,

explique-t-il. Quand il bute sur une question, le groupement peut compter sur le Réseau pour les alternatives forestières, qui propose des formations, ou ses propres troupes, qui comptent aujourd'hui 170 associés. « Le groupement attire les compétences. On est rejoints par des personnes qui possèdent les connaissances nécessaires, des écologues, des hydrologues... », assure Étienne, la soixantaine, et presque autant de métiers à son actif : menuisier, infographiste, apiculteur ou glacier. « Et, quand il nous faut des informations, on va les chercher. »

Des réunions annuelles sur les bonnes pratiques

Une fois par an, tous les GFCE français se réunissent pour échanger sur leurs pratiques. L'occasion, aussi, pour les plus petits, de rencontrer les mastodontes, comme Avenir Forêt, basé à Sainte-Féréole (Corrèze), créé il y a dix ans. Le 9 novembre 2023, ce groupement de 304 associés a acheté son 35^e massif et possède désormais près de 1 000 hectares à lui seul. Ensemble, les GFCE du territoire ont capté 3 000 des 17 millions d'hectares que compte la futaie française. Une goutte d'eau, concèdent de nombreux associés, mais essentielle pour la forêt. ■

PLAISIRS

tourisme • flânerie • iconique • shopping • food • livres • jeux

